



Ces initiatives font trois perdants : les consommateurs, les paysans et l'industrie alimentaire suisse. Elles nous mènent dans une impasse.

Isabelle Moret
Conseillère nationale PLR



Ce n'est pas en fermant les frontières que l'on assure l'avenir de notre agriculture. Misons plutôt sur la qualité et la diversité, pour donner envie d'acheter les produits suisses.

Beat Vonlanthen
Conseiller aux États PDC



C'est une illusion de faire croire qu'on pourra imposer nos règles à l'étranger et contrôler leur respect. Travaillons plutôt à renforcer l'agriculture en Suisse.

Pierre-André Page
Conseiller national UDC

Votre soutien compte !

initiatives-agricoles-non.ch

2x NON

aux initiatives agricoles des Verts et d'Uniterre

- 👉 **Non** à une alimentation hors de prix
- 👉 **Non** à une réduction du choix pour les consommateurs
- 👉 **Non** à des contrôles démesurés, coûteux et inefficaces
- 👉 **Non** à la mise en péril de nos exportations
- 👉 **Non** à des règles qui se retourneront contre notre agriculture

Comité interparti « 2x NON aux initiatives agricoles extrêmes »
c/o PLR.Les Libéraux-Radicaux
Case postale
CH-3000 Berne 1

**Une large alliance
d'organisations contre
les initiatives agricoles**
Conseil fédéral
Parlement

initiatives-agricoles-non.ch

Choix réduit, nourriture hors de prix



23 septembre 2018

2x NON
initiatives agricoles

initiatives-agricoles-non.ch

Deux initiatives inapplicables et hostiles aux consommateurs

Avec leurs initiatives « Aliments équitables » et « Souveraineté alimentaire », les Verts et l'organisation Uniterre prétendent rendre notre alimentation et notre agriculture plus durables. **En réalité, les mesures prévues renchériront la nourriture en Suisse, réduiront le choix de produits, seront très coûteuses et difficiles, voire impossibles à appliquer.** Le Parlement les a très nettement rejetées.

Initiative des Verts: imposer les règlements suisses au reste du monde

L'initiative des Verts vise à renforcer l'offre d'aliments produits durablement. Il n'y a rien de neuf, car la législation existante a les mêmes objectifs. Mais surtout, l'initiative prévoit d'imposer les réglementations écologiques et sociales suisses aux aliments importés, qu'ils soient bruts ou transformés. En bref, **il s'agit d'une application hors-sol des lois suisses au reste du monde.** Concrétiser et contrôler l'application de cette initiative serait illusoire et très coûteux.

Initiative Uniterre: retour à l'agriculture d'État

L'initiative d'Uniterre va encore plus loin. Elle impose aussi les réglementations suisses au reste du monde et ferme presque les frontières. Elle exige par ailleurs une agriculture soutenue à bout de bras par l'État et prévoit de confier à des « organisations paysannes » le soin d'assurer l'adéquation entre la production et la consommation. Autrement dit, **les consommateurs mangeront ce que d'autres décideront et paieront le tout au prix fort. Il s'agit là d'un retour à une agriculture d'État, qui a échoué partout où l'expérience a été tentée.**

Nourriture hors de prix et choix fortement réduit

En Suisse, la nourriture coûte déjà presque 70% plus cher qu'en Europe et son prix augmentera avec ces deux initiatives :

- Il faudra multiplier les contrôles en Suisse et à l'étranger pour appliquer les initiatives. Les consommateurs paieront les dizaines de millions que cela coûtera.
- Très peu de producteurs étrangers accepteront d'appliquer les réglementations suisses. Le choix de produits se réduira et les prix monteront.
- L'agriculture suisse sera encore plus réglementée ce qui augmentera ses coûts de production.
- Pour être cohérent, il faudra **aussi contrôler les produits achetés par les consommateurs dans les pays voisins et sanctionner ceux qui ne sont pas conformes aux réglementations.**

Une menace pour les exportations suisses

La Suisse gagne plus d'un franc sur deux avec les exportations. Elles sont facilitées par une multitude d'accords commerciaux. Avec les deux initiatives, **la Suisse fermera la porte à de nombreux produits agricoles importés.**

Cela provoquera des conflits avec les pays concernés, notamment avec nos voisins européens. Ils ne manqueront pas de réagir. S'attaquer ainsi à l'un des piliers de notre prospérité est une très mauvaise idée. D'autant plus que cela favorise le retour du protectionnisme, voulu par certains grands pays.



Des règles qui se retourneront contre notre agriculture

Les initiatives ne bénéficieront pas aux agriculteurs suisses, bien au contraire :

- **Elles augmenteront le prix des produits suisses**, incitant ainsi au tourisme d'achat.
- Si les aliments importés et les produits suisses sont élaborés selon les mêmes règles, nos paysans perdront un important argument de vente.
- En réglementant davantage l'activité des agriculteurs, ceux-ci crouleront toujours plus sous une paperasse improductive.

Des initiatives inapplicables et stériles

Bien que l'agriculture suisse couvre l'essentiel de nos besoins de base (lait, viande, céréales p.ex.), nous devons tout de même acheter la moitié de notre alimentation à l'étranger. Il faudra produire ces denrées « à la mode suisse ». C'est bien beau sur le papier, mais cela pose des questions concrètes insolubles, comme par exemple :

- **Comment imposer des règles de production suisses aux producteurs de bananes ou d'ananas ?**
- Comment contrôler la conformité des millions de tonnes importés chaque année ? **Faudra-t-il un inspecteur derrière chaque tomate, chaque mandarine ou chaque plat congelé produit à l'étranger ?**
- **Quel producteur étranger acceptera d'être soumis à des contrôles incessants et de cultiver des champs pour la Suisse, selon des méthodes totalement différentes ?**

La mission imposée par les initiatives sera titanesque et impossible à accomplir. À quoi bon proposer des initiatives stériles, alors que la Suisse dispose déjà de toutes les lois nécessaires pour développer une agriculture durable et assurer la qualité des produits que nous consommons ?